

PROCHAINES RÉUNIONS DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

Documents supplémentaires pour ce point : *aucun*

Actions requises lors de cette réunion – Le Conseil de coordination du Programme est invité à :

7. *Convenir* des thèmes des 54^e et 55^e segments thématiques du CCP, à savoir :
 - a) *Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH jusqu'en 2030 et au-delà (juin 2024)*
 - b) *Remédier aux inégalités qui frappent les enfants et les adolescents pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030 (décembre 2024)*
8. *Demander* au Bureau du CCP de prendre rapidement des mesures adéquates pour s'assurer du respect de la procédure dans l'appel à thèmes pour les 56^e et 57^e réunions du CCP ;
9. *Approuver* les dates et le lieu des 58^e et 59^e réunions du CCP en 2026, à savoir :
 - a) *58^e réunion du CCP : du 30 juin au 2 juillet 2026 à Genève (Suisse)*
 - b) *59^e réunion du CCP : du 8 au 10 décembre 2026 à Genève (Suisse)*

THÈMES DES 54^E ET 55^E RÉUNIONS DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME EN 2024

1. Lors de sa 20^e réunion en juin 2007, le Conseil de coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA a décidé que les prochaines réunions du Conseil comporteraient un segment décisionnel et un segment thématique (cf. PCB 20/rec.10a). Suite à cette décision, les modalités pour définir les thèmes traités ont été discutées lors de la 21^e réunion du CCP en décembre 2007 et il a été convenu d'une procédure selon laquelle « *le Conseil décidera des thèmes des volets thématiques, sur recommandation du Bureau du CCP. Cette recommandation doit se fonder sur un appel à propositions adressé à toutes les parties concernées du CCP et éventuellement à d'autres acteurs clés...* » (réf. UNAIDS/PCB (21)/07.5 paragr. 9).
2. Le CCP a également décidé que les propositions seraient évaluées selon les critères suivants : intérêt général, cohérence, priorités et champ d'action. Lors de sa 51^e réunion en décembre 2022, le Conseil a « demandé au Bureau du CCP de prendre les mesures appropriées dans les délais pour s'assurer que la procédure prévue dans l'appel à thèmes pour les 54^e et 55^e réunions du CCP soit suivie » (cf. [UNAIDS/PCB \(51\)/22.36](#)).

PROCÉDURE DE SÉLECTION DES THÈMES TRAITÉS À L'OCCASION DES 54^E ET 55^E RÉUNIONS DU CONSEIL

3. Par conséquent, le Bureau du CCP a invité en juillet 2023 tous les membres du Conseil à proposer des thèmes pour les 54^e et 55^e réunions du CCP qui se tiendront respectivement en juin et décembre 2024.
4. Lors de sa réunion du [9 octobre 2023](#), le Bureau a examiné les 10 propositions (énumérées ci-dessous) qui lui sont parvenues, sur la base des critères énoncés au paragraphe 1 ci-dessus, mais aussi en fonction d'autres facteurs tels que : le niveau et la diversité du soutien à la proposition ; l'urgence à traiter le sujet proposé ; l'examen ou non du sujet dans un autre cadre ; l'inclusion du thème en tant que sous-problème abordé dans le cadre d'un thème plus large ou apparenté ; l'utilité pour le Conseil de traiter le thème proposé à un moment donné.
 - **Proposition n° 1** : Élimination de la transmission verticale du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B
 - **Proposition n° 2** : Améliorer les actions en faveur de la prise en charge des enfants vivant avec le VIH
 - **Proposition n° 3** : Mettre fin à l'épidémie de sida chez les enfants : progrès et stratégies
 - **Proposition n° 4** : Trouver les hommes et les garçons « manquants » dans la cascade de prise en charge du VIH
 - **Proposition n° 5** : Des approches pour mettre au point un vaccin contre le VIH et assurer une égalité d'accès aux services de prévention vaccinale
 - **Proposition n° 6** : Les innovations scientifiques dans le domaine du VIH : en attendant un vaccin
 - **Proposition n° 7** : VIH et infections sexuellement transmissibles émergentes : préserver la santé sexuelle des PVVIH
 - **Proposition n° 8** : Remédier aux inégalités qui frappent les enfants et les adolescents pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030

- **Proposition n° 9** : Leadership communautaire et actions menées par les communautés dans la riposte au VIH : leur rôle central dans la recherche, le suivi et la mobilisation politique
 - **Proposition n° 10** : Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH jusqu'en 2030 et au-delà
5. À l'occasion de leur réunion du [9 octobre 2023](#), les membres du Bureau du CCP ont souligné la valeur et la pertinence de toutes les propositions qui leur ont été soumises. Après avoir examiné en détail les thèmes proposés, le Bureau a approuvé la proposition ***Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH jusqu'en 2030 et au-delà***. Le Bureau a toutefois demandé que la proposition soit renforcée en y intégrant des éléments des propositions 5 et 9 sur le leadership communautaire, les vaccins contre le VIH et un traitement curatif du VIH. En ce qui concerne le choix du deuxième thème pour 2024, tous les membres du Bureau ont soutenu une combinaison des trois propositions (2, 3 et 8) concernant le VIH chez les enfants, comme le montre la proposition finale intitulée ***Remédier aux inégalités qui frappent les enfants et les adolescents pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030***.

DATES ET LIEU DES PROCHAINES RÉUNIONS DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

6. Les dates suivantes sont proposées pour les réunions du Conseil en 2026 :
- 58^e réunion : du 30 juin au 2 juillet 2026 à Genève (Suisse)
 - 59^e réunion : du 8 au 10 décembre 2026 à Genève (Suisse)

Projets de décisions

Le CCP est invité à :

7. *Convenir* des thèmes des 54^e et 55^e segments thématiques du CCP, à savoir :
- a) *Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH jusqu'en 2030 et au-delà (juin 2024)*
 - b) *Remédier aux inégalités qui frappent les enfants et les adolescents pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030 (décembre 2024)*
8. *Demander* au Bureau du CCP de prendre rapidement des mesures adéquates pour s'assurer du respect de la procédure dans l'appel à thèmes pour les 56^e et 57^e réunions du CCP ;
9. *Approuver* les dates et le lieu des 58^e et 59^e réunions du CCP en 2026, à savoir :
- a) *58^e réunion du CCP : du 30 juin au 2 juillet 2026 à Genève (Suisse)*
 - b) *59^e réunion du CCP : du 8 au 10 décembre 2026 à Genève (Suisse).*

[Les annexes suivent]

ANNEXE 1 : THÈME PROPOSÉ POUR LA 54^E RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME (JUIN 2024)

Titre : Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH jusqu'en 2030 et au-delà

Intérêt général : en quoi ce thème est-il important pour la riposte mondiale au sida ?

La pérennité de la riposte mondiale au VIH se trouve à la croisée des chemins. Même si d'importants progrès ont été accomplis, nous sommes loin, à mi-parcours (en 2023), d'avoir atteint la moitié de notre objectif qui est de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique à l'horizon 2030. Comme l'a montré le groupe de réflexion [Economist Impact](#) en 2023, le financement intégral de la riposte au VIH a des retombées positives majeures sur la santé, l'éducation et le redressement économique.

Le combat pour mettre fin à l'épidémie de sida nécessite encore des ressources importantes ainsi que des transformations politiques et des programmes qui tirent parti des progrès scientifiques. Cela comprend notamment : des politiques fondées sur des preuves scientifiques et bénéficiant d'un soutien, dont la mise en œuvre est prise en main et dirigée par les pays et les populations locales ; la mise en œuvre décolonisée et localisée de programmes et de services fondés sur des données factuelles ; le suivi et l'évaluation de ces progrès par les communautés et les parties prenantes. Dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, la hausse des prix des produits de base, un multilatéralisme en crise, une contraction de l'espace dévolu à la société civile, une crise de la dette qui s'aggrave et nombre de conflits et de crises humanitaires, la pérennité de la riposte mondiale au VIH – dans tous ses aspects – se trouve menacée.

Il apparaît de plus en plus clairement qu'il sera difficile de préserver les progrès accomplis et de parvenir à un impact durable de la riposte au VIH. Cela nécessite un engagement politique plus important, le financement d'un véritable leadership communautaire (dans la recherche, le suivi et la mobilisation politique, entre autres), la réalisation des cibles fixées et une transformation majeure de la riposte mondiale au VIH sur le plan programmatique et institutionnel. En l'absence de traitement curatif et de vaccins efficaces et au vu de la persistance de certains facteurs structurels, les acquis de la riposte mondiale au VIH doivent être préservés après 2030. Des modalités de financement nationales, internationales et hybrides doivent faire partie de la solution pour une riposte aux effets pérennes. Des options pour mettre au point un vaccin préventif et un traitement curatif contre le VIH doivent être examinées, dans un souci d'équité, en veillant à adopter une approche scientifique forte centrée sur la communauté, en particulier pour les populations clés et prioritaires.

Cohérence : en quoi ce thème répond-il aux souhaits, aux préoccupations et aux besoins d'information de multiples acteurs de la riposte mondiale au sida ?

Le [rapport mondial actualisé sur le sida 2023](#) présente une trajectoire qui permet de mettre fin à l'épidémie. La pérennité est un élément central, mais on sait peu de choses de la trajectoire elle-même. Le thème proposé ici offre la possibilité d'examiner en détail une solution pour pérenniser les effets de la riposte au VIH jusqu'en 2030 et au-delà. Cela présente un intérêt pour tous les acteurs concernés – populations locales, gouvernements, acteurs internationaux, acteurs privés. Tous sont attachés à l'idée d'une riposte aux effets durables,

mais ils voient les problèmes que cela pose et bénéficieront d'une analyse approfondie et d'un débat bien mené sur la question.

L'incertitude règne quant à la manière dont les progrès déjà accomplis et prévus d'ici 2030 pourront être pérennisés au-delà de cet horizon. Ce thème répond à cette préoccupation en traçant une voie claire et concrète pour y parvenir. Le PEPFAR, qui est le plus gros financeur de la riposte au VIH, est intéressé par l'idée d'utiliser des feuilles de route établies par les pays pour guider la démarche de pérennisation comme base pour élaborer ses plans opérationnels nationaux de la période 2025-2026. Le Fonds mondial a également manifesté son intérêt pour cette question. Ce débat thématique sera l'occasion de présenter des réflexions (accompagnées de conseils) sur les éléments à aborder dans ces feuilles de route. L'accès aux technologies de la santé, en particulier aux produits de lutte contre le VIH qui représentent en moyenne 30 à 40 % du coût total de la riposte au sida, est un aspect essentiel.

Même s'il n'existe pas de solution universelle, ce débat thématique permettra d'engager des discussions sur les principes et les orientations normatives. Dans le prolongement de la séance thématique du CCP intitulée « *Responsabilité partagée et solidarité mondiale pour assurer une riposte efficace, équitable et durable au VIH dans le programme pour l'après-2015* » – de laquelle a émergé le contenu de l'actuelle stratégie mondiale de lutte contre le sida –, ce segment thématique aidera à définir le programme qui permettra de venir à bout du sida en tant que menace pour la santé publique, comme le prévoit la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2017-2031. Alors que les multiples crises actuelles – conflits, climat, difficultés économiques, endettement – étranglent les investissements, il est de plus en plus difficile de voir comment les acquis de la riposte au VIH vont pouvoir être préservés, sans parler des indispensables systèmes communautaires qui ont été la clé du succès de la riposte mondiale. À l'occasion de ce débat thématique, des recommandations concrètes seront formulées pour surmonter les difficultés liées au paysage du financement de la santé résultant d'un environnement économique international difficile. Ces recommandations porteront notamment sur des aspects programmatiques, stratégiques et financiers, et en particulier sur des modes de financement pérennes des actions menées par les communautés contre le VIH, tels que les contrats sociaux, l'entrepreneuriat social et certaines approches non monétaires, entre autres.

Enfin, un sujet en rapport avec la pérennisation sera abordé lors de cette séance thématique sous un angle à la fois scientifique, programmatique, pratique, sociojuridique et économique : la difficulté à intégrer la riposte au VIH dans la CSU en conciliant une offre de services équitables et différenciés, et sa contribution aux mesures de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies. En positionnant de manière stratégique la fin de l'épidémie de sida comme un bien public mondial, le débat thématique mettra l'accent sur le fait que la solidarité mondiale et le partage des responsabilités sont deux aspects qui demeurent centraux.

Priorités : comment centrer l'examen du thème de manière à pouvoir traiter celui-ci en l'espace d'une journée (ou d'une demi-journée) ?

Pour éclairer un examen approfondi et fondé sur des données factuelles du thème proposé, un document d'information sera préparé, qui traitera entre autres des points suivants : la situation actuelle ; la nécessité absolue de pérenniser le financement des actions menées par

les communautés contre le VIH, entre autres éléments indispensables pour pérenniser l'impact de la riposte ; des orientations normatives sur la viabilité politique, programmatique et financière, entre autres principes de durabilité ; les principaux leviers ; une voie à suivre avec des recommandations concrètes assorties de délais pour les États membres, pour les organisations de la société civile et les organisations communautaires, pour les donateurs, les organisations multilatérales et le secteur privé, et pour le Programme commun.

Une fois cette proposition approuvée, un groupe de travail du CCP sera mis en place pour élaborer le document de référence, établir l'ordre du jour du débat thématique et préciser les intervenants.

Par ailleurs, les discours liminaires prononcés par les représentants d'autorités de premier plan et trois débats d'experts, voire plus, organisés sur le thème permettront d'approfondir une réflexion tournée vers l'avenir. Une partie des discussions portera sur les dernières avancées scientifiques majeures en matière de recherche et de développement – notamment dues à des partenariats entre communautés et universités – et sur l'accès équitable à un traitement curatif et à des vaccins efficaces pour que la riposte mondiale au VIH puisse dépasser le stade du contrôle de l'épidémie (c'est-à-dire entrer dans une phase où le VIH n'est plus une menace pour la santé publique). Une attention particulière sera accordée aux contextes sociojuridiques, éthiques et politiques en mettant l'accent, d'une part, sur le rôle du leadership communautaire dans la recherche, le suivi et la mobilisation politique pour pérenniser la riposte au VIH, y compris les actions et le suivi dirigés par la communauté, et d'autre part, sur le financement, entre autres aspects.

Enfin, et c'est le plus important, il sera demandé aux États membres du CCP, aux coparrainants, à la délégation des ONG et aux principales parties prenantes de faire connaître leurs points de vue qui seront pris en compte pour élaborer le document de référence.

Champ d'action : le débat aborde-t-il les mesures possibles et nécessaires à prendre dans le cadre de la riposte au sida, ou se limite-t-il plutôt à des questions purement théoriques ou académiques ?

La riposte mondiale au VIH se trouve à un tournant décisif. La situation budgétaire difficile et l'endettement sans précédent de nombreux pays en développement, ainsi que l'évolution de l'APD internationale et d'autres sources de financement du développement, exercent une pression supplémentaire sur les ressources disponibles pour les prochaines étapes de la riposte au VIH, ce qui nécessitera un changement pour progresser sans encombre vers un avenir viable.

Les mesures audacieuses prises aujourd'hui vont déterminer la trajectoire de l'épidémie de VIH jusqu'en 2030 et au-delà. Pérenniser la riposte au VIH est donc capital – sur le plan épidémiologique comme sur le plan financier, les deux étant liés – et exige un leadership politique, d'où l'importance des aspects politiques d'une riposte au sida durable. Sur la base d'expériences vécues et de données issues du terrain, ce débat thématique permettra de définir une vision pour agir ainsi que des orientations stratégiques pour pérenniser les acquis de la riposte au VIH dans les pays.

Plus précisément, préserver les acquis de la riposte au sida et s'assurer qu'il existe une voie tournée vers l'avenir pour l'après-2030 sont les éléments clés qui vont structurer la période 2025-2030. Les changements nécessaires aux niveaux épidémiologique, scientifique, communautaire et programmatique montrent clairement le besoin urgent de mener des efforts concertés pour accélérer la riposte et les progrès vers la réalisation des cibles dans les pays qui ont pris du retard. Par ailleurs, certaines inégalités intersectionnelles ancrées de longue date ainsi que les obstacles sociétaux et structurels qui alimentent l'épidémie de VIH et entravent l'accès à des services pourtant vitaux restent omniprésents dans les pays. Certains revers actuels menacent encore davantage la pérennité de la riposte au VIH. Les populations clés et prioritaires, notamment les peuples autochtones et les personnes en situation de déplacement ou déplacées de force par le changement climatique ou des crises humanitaires – devraient être particulièrement touchées dans la période de l'après-2030.

Ce segment thématique vise donc à déclencher une mobilisation précoce indispensable pour définir et lancer les mesures qui amèneront les transformations nécessaires, afin de préserver les acquis et de pérenniser l'impact de la riposte au VIH jusqu'en 2030 et au-delà. Ceci constitue la base pour la mise en œuvre d'actions basées sur des données scientifiques et politiquement réalisables. Ce débat thématique devrait déboucher sur une base solide permettant à tous les pays de tracer la voie vers une pérennisation de l'impact de la riposte au VIH. Les générations actuelles et futures dépendent des actions qui seront lancées à partir des orientations formulées à l'issue de ce débat.

ANNEXE 2 : THÈME PROPOSÉ POUR LA 55^E RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME (DÉCEMBRE 2024)

Titre : Remédier aux inégalités qui frappent les enfants et les adolescents pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030

Intérêt général : en quoi ce thème est-il important pour la riposte mondiale au sida ?

Dans le document de la stratégie mondiale de lutte contre le sida, il est dit que l'une des disparités les plus flagrantes dans la riposte au VIH est l'incapacité à répondre aux besoins des enfants et des adolescents vivant avec le VIH ou exposés au risque d'infection. Les données publiées en 2023 dans le rapport mondial sur le sida montrent que la situation des enfants et des adolescents s'est à peine améliorée pour ce qui est de la cascade de prise en charge et de la vulnérabilité au VIH. Même dans les pays qui ont atteint les cibles 95-95-95 dans tous les groupes de population, on ne parvient pas à répondre aux besoins des enfants. En matière de dépistage et de traitement, les disparités se creusent entre les adultes et les enfants, avec pour conséquences un moins bon état de santé et davantage de décès précoces chez ces derniers. En 2022, la couverture des traitements chez les enfants vivant avec le VIH s'est maintenue à 57 %, contre 77 % chez les adultes, et le pourcentage d'enfants présentant une charge virale indétectable n'était que de 46 % contre 71 % dans l'ensemble des groupes de population. Alors que les enfants ne représentaient que 4 % des personnes vivant avec le

VIH en 2022, 13 % des décès liés au sida concernaient ce groupe de population. Par ailleurs, 220 000 femmes enceintes ou allaitantes vivant avec le VIH n'étaient pas sous traitement antirétroviral.

Il serait tout à fait possible d'éviter ce retard persistant observé dans la lutte contre le VIH pédiatrique en faisant preuve d'un engagement soutenu et en tenant compte des besoins spécifiques des enfants. Pour relancer la dynamique des débuts, il nous faut comprendre pourquoi tant d'enfants contractent encore le VIH, puis les responsables politiques devront agir en conséquence avec des interventions ciblées. Assurer un accès à des médicaments spécialement formulés pour les enfants et accélérer la transition vers ces traitements demeure la solution qui change tout dans ce groupe de population. Il est également important de s'attaquer aux vulnérabilités liées à la pauvreté, au fait de perdre ses parents, à la nutrition et à l'éducation, qui peuvent avoir un impact sur la qualité de vie et le risque de co-infection.

Il est indispensable de remédier aux disparités qui touchent les enfants et les adolescents pour parvenir à une génération sans sida, mettre fin à l'épidémie et améliorer l'état de santé de tous. Tarder à résoudre ce problème augmente à la fois le risque de décès et le coût des soins liés à la morbidité du sida. Ce segment thématique aborde les moyens de réduire les disparités et d'améliorer les résultats dans la cascade de prise en charge.

Cohérence : en quoi ce thème répond-il aux souhaits, aux préoccupations et aux besoins d'information de multiples acteurs de la riposte mondiale au sida ?

La stratégie mondiale de lutte contre le sida comprend des interventions et des cibles spécifiques pour 2023 et 2025 concernant les enfants et les femmes enceintes. La [Déclaration politique sur le VIH et le sida – Mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida d'ici à 2030](#) comportait des cibles et des engagements spécifiques pour mettre fin au sida pédiatrique, nécessitant le soutien politique, financier et mobilisateur constant de tout un ensemble d'acteurs. Malheureusement, l'histoire montre que les engagements concernant les enfants qui vivent avec le VIH perdent souvent en priorité au moment d'établir les budgets.

Un leadership dans le secteur du VIH et des investissements appropriés pour répondre aux besoins de santé des enfants sont indispensables pour combler les inégalités qui touchent ce groupe de population. Mettre fin à l'épidémie de sida chez les enfants et les adolescents nécessite de généraliser des interventions, des innovations et des modèles de soins éprouvés, centrés sur la communauté, dirigés par la communauté et efficaces à la fois pour les enfants, leurs familles et les aidants. Il est capital de comprendre les vulnérabilités auxquelles sont confrontés ces enfants pour définir des interventions visant à préserver l'unité de ces familles potentiellement vulnérables, à améliorer les conditions de vie des parents et des enfants, et à réduire pour les deux générations le risque de contracter ou de transmettre le VIH.

Il est impératif que les systèmes de santé soient dotés de moyens suffisants, avec des agents de santé bien formés et capables d'offrir des services différenciés et adaptés aux adolescents et aux jeunes. Cela nécessite de tenir compte de la stigmatisation et de la discrimination liées au VIH ainsi que des inégalités de genre, afin de garantir un diagnostic et une mise sous traitement rapides, un accès aux antirétroviraux, y compris aux formulations pédiatriques, une bonne observance des traitements, des soins nutritionnels et un suivi de la croissance, une vaccination appropriée des enfants séropositifs et un accès à une éducation sexuelle intégrée

pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination. Les progrès accomplis pour atteindre les cibles fixées à l'échelle mondiale s'agissant de la tuberculose et de la CSU permettront d'intensifier l'intégration des services – laboratoires, systèmes communautaires, décentralisation, modèles de soins novateurs. L'accès aux dispositifs de protection sociale, dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'éducation et du logement notamment, est crucial pour lutter contre les disparités qui influent particulièrement sur la santé des enfants et des adolescents.

L'Alliance mondiale pour mettre fin au sida chez les enfants d'ici 2030 a été lancée en 2022. En 2023, le gouvernement tanzanien a accueilli la première réunion ministérielle de l'Alliance. Les ministres et les représentants de douze pays africains [ont pris des engagements](#) et présenté leurs plans pour mettre fin à l'épidémie de sida chez les enfants d'ici 2030, ce qui a débouché sur l'adoption de la [Déclaration d'action de Dar es-Salaam pour mettre fin au sida chez les enfants](#). Une séance thématique sur la question des enfants et des adolescents sera l'occasion pour les membres du CCP d'actualiser leur connaissance du sujet et de découvrir les mesures de soutien à mettre en œuvre à l'échelle mondiale et dans les pays. Cela offrira également la possibilité d'examiner les obstacles à une généralisation des interventions qui ont fait leurs preuves au cours des deux prochaines années.

Concrétiser les engagements existants par des interventions efficaces fondées sur des données factuelles nécessitera un leadership renforcé à l'échelle mondiale, un partage des responsabilités conforté et un financement pérenne. La convergence entre les grandes déclarations des Nations Unies – notamment sur le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose, la CSU et les mesures de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies – et les résolutions existantes sur la santé concernant les enfants permettra d'aborder d'une manière globale et efficace la question de la santé des enfants. Le partage d'informations et les priorités convenues seront d'une importance capitale.

Mettre fin à l'épidémie de sida chez les enfants et les adolescents est à la fois une question de droits humains et un investissement rentable dans la santé. Cela nécessite une approche globale qui prend en compte non seulement les aspects médicaux, mais aussi les dimensions socioculturelles, économiques et politiques de l'épidémie. Parvenir à une génération sans sida d'ici 2030 est un objectif qui doit impliquer l'ensemble des parties prenantes et notamment les gouvernements et les agences de santé publiques-privées, les populations locales, les laboratoires pharmaceutiques, la société civile et les groupes de défense des droits, les donateurs et les organismes de financement, le secteur de la recherche et le monde universitaire.

Priorités : comment centrer l'examen du thème de manière à pouvoir traiter celui-ci en l'espace d'une journée ?

Avec pour points de départ les discussions menées et les engagements pris lors du [débat tenu en 2019](#) sur le thème « Réduction de l'impact du sida sur les enfants et les jeunes », le segment thématique s'intéressera aux effets sur la santé des enfants de la nouvelle situation épidémiologique et du contexte sanitaire mondial actuel. Les sujets suivants seront abordés :

- I. Les progrès en ce qui concerne les engagements pris à l'échelle mondiale de mettre fin à l'épidémie de sida chez les enfants, notamment par rapport à la *Stratégie mondiale*

de lutte contre le sida 2021-2026 et à la Déclaration politique des Nations Unies sur le VIH/sida de 2021.

- II. Les stratégies pour renforcer l'accès des personnes enceintes, jeunes mères, jeunes parents, enfants, orphelins et adolescents aux services de prévention, de traitement, de protection et de prise en charge médico-sociale, quel que soit leur statut sérologique et dans le respect de l'autodétermination. Cela inclut les stratégies visant à remédier aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et des inégalités socio-économiques.
- III. Les expériences réussies fondées sur les droits et centrées sur la famille et la communauté, ainsi que les meilleures pratiques des pays pour garantir l'accès à des services pérennes et de qualité pour les enfants, adaptés à un contexte épidémiologique, socioculturel et juridique particulier.
- IV. La facilitation de l'accès aux innovations adaptées aux enfants et aux femmes enceintes et la mise en œuvre d'approches centrées sur les communautés et dirigées par celles-ci, basées sur des progrès scientifiques récents, de nouvelles technologies et des innovations émergentes qui permettent d'améliorer la mise en œuvre de la prévention, de la prise en charge et des traitements du VIH pour les femmes enceintes, les enfants et les adolescents.
- V. La sensibilité des systèmes de santé aux besoins des femmes enceintes, des enfants et des adolescents pour prévenir les nouvelles infections et améliorer la qualité de vie des personnes nées ou vivant avec le VIH.
- VI. Le leadership et les investissements nécessaires à l'échelle mondiale pour mettre fin à l'épidémie de sida chez les enfants et les adolescents d'ici 2030, y compris les politiques, les interventions, les programmes, les services et le suivi communautaire destinés aux enfants, orphelins et adolescents séropositifs ou séronégatifs d'ici 2030 (promouvoir une véritable participation des parents, des enfants, des adolescents et des proches à des modèles de prise en charge par la famille dans le cadre de partenariats avec des responsables de la société civile à tous les niveaux, renforcer la cohésion des initiatives existantes, améliorer la participation des communautés et accroître les capacités pour une riposte durable).

Champ d'action : le débat aborde-t-il les mesures possibles et nécessaires à prendre dans le cadre de la riposte au sida, ou se limite-t-il plutôt à des questions purement théoriques ou académiques ?

Ce segment thématique permettra de recréer une dynamique et un sentiment d'urgence pour mettre fin au sida pédiatrique tout en veillant à ce que des approches globales soient proposées pour répondre aux besoins des enfants, des orphelins d'un parent ou des deux et des adolescents en matière de prévention du VIH, ainsi que des approches différenciées pour prendre en charge et maintenir dans le système de soins des personnes nées ou vivant avec le VIH. Réunir des dirigeants de haut niveau, des donateurs, des communautés et des personnes ayant des expériences de vie, des représentants de la société civile et d'entités multilatérales, etc., permettra de réfléchir aux moyens de créer l'élan politique et d'obtenir les engagements nécessaires pour mettre fin à cette épidémie et améliorer la santé des enfants en général.

Ce segment thématique se concentrera sur des discussions concrètes avec des parties prenantes diverses, qui déboucheront sur des mesures politiques tangibles. Il en résultera des recommandations qui viendront étayer les initiatives prises à l'échelle mondiale et dans les

pays pour mettre fin aux nouvelles infections chez les enfants et améliorer la qualité de vie des enfants, des orphelins et des adolescents vivant avec le VIH. Il s'agira en particulier de :

1. Assurer une responsabilité multipartite par rapport aux engagements pris pour 2025. Répertorier les réussites et les failles des programmes et des politiques depuis 2021, puis élaborer et mettre en œuvre un cadre de responsabilité mutuelle autour de cibles communes et d'engagements partagés.
2. Stimuler l'innovation fondée sur les droits et l'excellence technique dans les pays et entre les pays en favorisant le partage de connaissances et d'expériences par/entre les communautés touchées, par/entre les équipes des programmes de pays et dans tous les secteurs concernés.
3. Réfléchir aux moyens d'accélérer l'accès aux innovations et aux nouvelles technologies adaptées aux enfants, aux familles et aux adolescents, en particulier pour les membres des communautés touchées.
4. Réfléchir aux moyens de développer des approches multisectorielles pour améliorer la prise en charge et le traitement des enfants et des adolescents nés ou vivant avec le VIH.
5. Mobiliser un leadership et fournir des conseils politiques de haut niveau à l'Alliance mondiale pour les étapes à venir, afin d'accélérer la riposte au sida chez les enfants et les adolescents, notamment en veillant à ce que les jeunes adultes puissent bénéficier de la même prise en charge différenciée du VIH que les adolescents.
6. Mieux cerner les besoins de financement et lancer un appel à des engagements politiques accrus menant à un plan d'action et à un financement pérenne et géré par la communauté pour mettre fin au sida pédiatrique – un plan véritablement inspiré par le vécu des communautés touchées. Ce segment thématique sera également l'occasion de discuter des besoins de financement et des dépenses liés au VIH chez les enfants et les adolescents. Cette discussion permettra de comprendre comment l'argent est investi, de repérer les déficits de financement et de réfléchir à des solutions pour remédier à ces déficits.
7. Plaider en faveur de la mise en place d'un mécanisme de financement spécial que les pays pourront utiliser pour promouvoir et mettre en œuvre leurs plans. Le mécanisme financera des actions stratégiques novatrices.

[Fin du document]